

[EN COUVERTURE]

BHAVIK DESAI ET OLIVER MÜLLER
(GENERAL MANAGER ET CHIEF INVESTMENT OFFICER D'ACCRESO)
**«ACCRESO ADHÈRE AUX PRINCIPES
D'INVESTISSEMENT DÉFENDUS PAR
WARREN BUFFETT»**



N°1742 - du 15 au 21 avril 2026

SI L'ANALYSE DES DONNÉES EST ESSENTIELLE POUR LES GÉRANTS DE PORTEFEUILLES, ELLE NE SUFFIT TOUTEFOIS PAS À GARANTIR LE SUCCÈS D'UNE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT. CAR C'EST AVANT TOUT UN ART QUE D'INTERPRÉTER LES DONNÉES EMPIRIQUES POUR EN TIRER DES IDÉES D'INVESTISSEMENT PERTINENTES ET COHÉRENTES, INSISTENT BHAVIK DESAI ET OLIVER MÜLLER, GENERAL MANAGER ET CHIEF INVESTMENT OFFICER D'ACCRESO INVESTMENT MANAGEMENT. EN VUE DE MIEUX ÉDUCER LES INVESTISSEURS SUR LES TECHNIQUES LES PLUS EFFICACES EN MATIÈRE DE GESTION DE PORTEFEUILLES, ACCRESO INVESTMENT MANAGEMENT ORGANISERA UNE MASTER CLASS INTITULÉE «THE GENIUS OF WARREN BUFFETT», LE 28 MAI PROCHAIN. CELLE-CI SERA ANIMÉE PAR L'EXPERT ROBERT MILES.

RICHARD LE BON/ASHLEY EMILIE - PHOTOS : PALLEVEN SOOBBOOROVEN

La guerre au Moyen-Orient secoue les marchés financiers. En Asie, l'impact est encore plus marqué : des indices comme le Nikkei, le Kospi ou Shanghai ont fortement chuté ces dernières semaines. Dans ce climat tendu, à quoi faut-il s'attendre d'ici à la fin de 2026 ?

Oliver Müller : Ce type de situation peut sembler inquiétant sur le moment. Pourtant, avec un peu de recul, une constante apparaît. Que l'on parle de guerres mondiales, de chocs pétroliers, de crises financières ou de la pandémie, les marchés finissent toujours par absorber le choc. L'effet est réel, parfois brutal, mais il reste généralement temporaire. Ensuite, la dynamique reprend. À long terme, le marché américain a d'ailleurs progressé en moyenne d'environ 7 % par an hors inflation, et autour de 10 % en incluant celle-ci.

Dans le cas présent, le conflit impliquant l'Iran a effectivement perturbé les marchés, avec une pression plus forte en Asie. Cela s'explique notamment par le poids d'entreprises très performantes, en particulier dans la technologie. En Corée, des groupes comme Samsung, ou à Taiwan, des acteurs majeurs comme Taiwan Semiconductor, ont connu une croissance soutenue ces dernières années. Dès le déclenchement du conflit, de nombreux investisseurs ont choisi de sécuriser leurs profits. Ce mouvement a logiquement accentué la baisse observée sur les marchés.

Depuis, toutefois, une forme d'accalmie s'installe. L'incertitude demeure, personne ne peut encore anticiper la durée du conflit, mais les marchés semblent progressivement retrouver leurs repères. Ce phénomène n'a rien d'exceptionnel. En période de guerre, la volatilité s'accroît fortement dans les premières semaines. Puis, peu à peu, elle se réduit. Dans bien des cas, quelques semaines suffisent pour que les marchés reviennent à leur niveau initial, voire le dépassent.

Dans ce contexte, certains investisseurs adoptent une lecture différente. Ils considèrent ces replis comme des opportunités, profitant de prix plus bas pour se repositionner. Cette logique contribue, elle aussi, à soutenir les marchés après la phase de tension.

À l'horizon 2026, il est donc probable que la volatilité reste présente. Néanmoins, elle devrait s'accompagner de rebonds marqués, dans la continuité de ce que l'on observe historiquement.

À Accresco, nous restons fidèles à notre approche. Notre attention se porte avant tout sur les fondamentaux des entreprises dans lesquelles nous investissons. Tant que ces éléments ne sont pas affectés par les événements en cours, nous ne voyons pas de raison de modifier notre positionnement.

Depuis le déclenchement de la guerre, les prix du pétrole évoluent sans véritable cap, alternant brusquement entre hausses et replis. Dans ce climat sous tension, JP Morgan et d'autres analystes évoquent la possibilité d'un baril compris entre 150 et 200 dollars. Dès lors, quelles sont les perspectives du côté d'Accresco Investment Management ?

Oliver Müller : Nous ne formulons pas de prévisions sur les prix du pétrole, précisément parce que les trajectoires possibles sont nombreuses. Cela dit, certains éléments permettent de poser un cadre. Si le conflit s'installe dans la durée et que le détroit d'Ormuz reste fermé, les prix devraient logiquement se maintenir à des niveaux élevés. Dans ce cas de

figure, une zone autour de 120 dollars semble plausible. En revanche, si la situation dégénère, que le cessez-le-feu ne tient pas et que les États-Unis intensifient leurs frappes sur les infrastructures énergétiques iraniennes, avec une riposte similaire de l'Iran, alors des flambées vers 150 dollars ne sont pas à exclure. À l'inverse, si les tensions retombent et que la guerre s'arrête, les prix reviendront vers leurs niveaux d'avant-crise à moyen terme. Une envolée sans fin paraît toutefois peu crédible. Des prix trop élevés alimenteraient fortement l'inflation, ce qui finirait par freiner l'économie, voire provoquer une récession. Et, par un effet d'ajustement naturel, cette contraction pèserait ensuite sur les prix du pétrole.

Bhavik Desai : Dans les faits, chaque hausse du pétrole se répercute rapidement à la pompe. Lorsque les coûts deviennent trop lourds, les consommateurs ajustent leurs comportements, notamment en repensant leurs déplacements domicile-travail. On est donc face à un choc d'offre, certes, mais qui entraîne aussi un déplacement du côté de la demande. Progressivement, un rééquilibrage s'opère. L'équilibre du marché se reconfigure de lui-même, même si, entre-temps, les prix devraient rester à des niveaux élevés sur une période prolongée.

En période de crise, le dollar américain joue pleinement son rôle de valeur refuge. La demande pour les bons du Trésor américains est d'ailleurs en hausse. Dans ce contexte, comment le taux de change dollar-roupie pourrait-il évoluer dans les mois à venir ?

Bhavik Desai : Dès le déclenchement de la guerre, un mouvement assez net s'est dessiné sur l'indice du dollar. Alors qu'il évoluait autour de 96 auparavant, il a rapidement franchi le seuil des 100, avant de revenir aujourd'hui aux alentours de 99.

«SI LES EFFETS DE LA CRISE SE PROLONGENT, LES FLUX DE DEVISES POURRAIENT RALENTIR» - BHAVIK DESAI



N°1742 - du 15 au 21 avril 2026

[EN COUVERTURE]

Autrement dit, il y a bien eu une appréciation, même si le marché semble encore chercher un nouvel équilibre.

Dans la continuité, le dollar devrait rester marqué par une certaine volatilité. Cela étant dit, si ses fondamentaux demeurent solides, cela laisse penser qu'il pourrait se maintenir dans une fourchette relativement stable.

En parallèle, la situation mauricienne appelle à plus de nuances. L'économie dépend largement des entrées de devises, en particulier grâce au tourisme. À ce titre, le mois de mars a surpris positivement, avec une très légère baisse des arrivées touristiques par avion de l'ordre de deux pour cent. Ce signal est encourageant, mais il reste fragile. Si les effets de la crise se prolongent, les flux de devises pourraient ralentir.

Dans le même temps, le choc pétrolier vient accentuer les tensions. La hausse des prix signifie concrètement qu'il faudra davantage de dollars pour importer la même quantité de carburant. Cette contrainte exerce une pression directe sur la roupie. Et si, en plus, le tourisme fléchit, les entrées de devises diminueront, ce qui renforcera encore cette pression.

Les premiers signes ont d'ailleurs été visibles très rapidement. Au lendemain du conflit, durant la première semaine de mars, la roupie s'est dépréciée jusqu'à frôler les Rs 48 face au dollar. Face à cette situation, la Banque centrale est intervenue. Son objectif est clair : contenir les fluctuations et maintenir un certain niveau de stabilité.

Ainsi, même si la roupie devrait rester sous pression, ces interventions ponctuelles permettront d'en atténuer les effets les plus brusques.

Faut-il s'attendre à un resserrement des conditions monétaires par la Banque de Maurice dans les mois à venir ?

Bhavik Desai : La situation reste, à bien des égards, délicate et complexe. En effet, l'économie locale est actuellement sous forte pression, notamment en raison du choc pétrolier. Cela se traduit concrètement par une hausse marquée de la facture énergétique, déjà considérée comme l'une de nos principales importations annuelles. Dès



«NOUS ANTICIPONS UNE INFLATION SUPÉRIEURE À 5 %, SANS POUR AUTANT BASCULER DANS UNE DYNAMIQUE À DEUX CHIFFRES» - BHAVIK DESAI

lors, toute augmentation des prix du pétrole pèse directement sur l'ensemble de l'économie. Bien sûr, une transition vers des énergies renouvelables pourrait atténuer cette dépendance, mais ses effets ne seront visibles qu'à moyen, voire long terme. Il y a eu, il est vrai, un élan important en faveur du solaire il y a quelques années. Néanmoins, cet effort reste insuffisant pour compenser la situation actuelle. Par ailleurs, le taux repo se situe aujourd'hui à 4,5 %, et, dans le même temps, tout indique que la Réserve fédérale américaine ne devrait pas baisser ses taux dans l'immédiat, ce qui limite les marges de manœuvre.

Oliver Müller : Ce dilemme n'est d'ailleurs pas propre à Maurice. La plupart des banques centrales sont confrontées à des tensions similaires. D'un côté, les pressions inflationnistes s'intensifient. Elles ne proviennent pas uniquement de la hausse des prix du pétrole, mais également de ses effets indirects sur d'autres biens, notamment les produits alimentaires, dont les prix augmentent à leur tour. Dans ce contexte, la théorie économique voudrait que les banques centrales relèvent leurs taux d'intérêt afin de contenir l'inflation. Cependant, à l'inverse, les perspectives de croissance s'assombrissent. Ainsi, les autorités monétaires

se retrouvent prises entre deux impératifs contradictoires. C'est précisément cette tension qui les pousse, pour l'instant, à maintenir les taux à leur niveau actuel, en attendant d'y voir plus clair sur l'évolution de la conjoncture.

Bhavik Desai : Il est également essentiel de mesurer les conséquences concrètes d'une éventuelle hausse des taux. Une augmentation se traduirait directement par des remboursements plus élevés pour les prêts, incluant l'immobilier. Dès lors, l'équilibre entre maîtrise de l'inflation et soutien à la croissance devient particulièrement fragile. D'autant plus que les entreprises comme les ménages sont déjà



fortement endettés. Or, la majorité des crédits accordés par les banques sont à taux variable. Par conséquent, toute hausse des taux aurait un impact immédiat, à la fois sur la rentabilité des entreprises et sur la capacité de consommation des ménages, ce qui pourrait, à terme, freiner davantage l'activité économique.

Quelle est la position de Kevin Warsh, le prochain président de la Réserve fédérale, en termes de politique monétaire ?

Oliver Müller : Avant même le déclenchement du conflit, le ton était déjà donné. Donald Trump avait placé Kevin Warsh dans une position où une baisse des taux d'intérêt était clairement attendue, notamment en réponse aux critiques croissantes concernant l'inaction de son prédécesseur, Jerome Powell, en la matière. Cela dit, Kevin Warsh est un banquier central aguerri.

S'il indiquait effectivement une certaine inclination à réduire les taux, la guerre est sûrement venue bouleverser cet équilibre. Dès lors, la donne change, et les priorités aussi. Il devient donc difficile d'envisager une baisse des taux à court terme. D'autant plus que les pressions inflationnistes persistent, ce qui limiterait considérablement toute marge de manœuvre.

En tant que petit État insulaire entièrement dépendant des importations de produits pétroliers et de denrées alimentaires, Maurice se retrouve en première ligne face à la crise au Moyen-Orient. Dans ce contexte tendu, certains analystes n'excluent pas une inflation à deux chiffres si la situation s'installe dans la durée. Quelle est, de votre côté, votre lecture des perspectives inflationnistes ?

Bhavik Desai : L'Inflation expectations survey de la Banque de Maurice, publié au début de 2026, table sur une inflation de l'ordre de 4,2 % en fin d'année. Toutefois, avec la crise actuelle, ce scénario apparaît désormais dépassé, et une accélération est à prévoir. D'autant que la Banque centrale cible habituellement une fourchette comprise entre 3 % et 5 % : dans ces conditions, atteindre le seuil des 5 % semble inévitable, et une dérive plus prononcée reste envisageable.

Cela étant dit, l'ampleur réelle de cette hausse dépendra largement de la manière dont les coûts seront répercutés sur le consommateur. Concrètement, c'est à la pompe et sur les produits importés que l'impact sera le plus visible et immédiat. Pour notre part, nous anticipons une inflation supérieure à 5 %, sans pour autant basculer dans une dynamique à deux chiffres. Par ailleurs, il faut aussi tenir compte de la hausse attendue des tarifs de l'électricité, qui viendra renforcer cette pression.

Enfin, il convient de souligner que ce contexte ne signifie pas pour autant que la Banque centrale dispose d'une réelle marge de manœuvre pour relever ses taux d'intérêt. En effet, il s'agit avant tout d'un choc d'offre, et non d'une inflation alimentée par la demande.

Fondée en 2018, votre société d'investissement a progressivement gagné la confiance de clients à Maurice, en Afrique et à l'international, notamment grâce à la performance des portefeuilles que vous gérez. Comment expliquez-vous cette trajectoire ?

Bhavik Desai : Accresco est active depuis 2018 et, ensuite en 2021, nous sommes devenus signataires des principes pour l'investissement responsable des Nations unies. Cette adhésion reflète notre manière de travailler. Concrètement, nous privilégions des entreprises de grande qualité, portées par des équipes de direction solides, et accessibles à des valorisations que nous estimons raisonnables. L'idée est simple : investir dans de bonnes sociétés, au bon prix.

Oliver Müller : Dans le même esprit, notre stratégie s'est construite et affinée avec le temps. J'ai traversé plusieurs cycles, vu des crises apparaître puis disparaître, et observé des tendances d'investissement se succéder. Pourtant, certains fondamentaux, eux, ne changent pas. Ils s'inscrivent d'ailleurs dans la philosophie de Warren Buffett, selon laquelle investir en Bourse revient avant tout à investir dans une entreprise. Autrement dit, il ne s'agit ni de spéculer ni de multiplier les opérations de trading.

À partir de là, notre approche consiste à identifier des entreprises de haute qualité, capables de maintenir un avantage compétitif durable. Ce sont des sociétés qui, généralement, offrent des rendements élevés, résistent bien à la concurrence, affichent des marges solides et un bon retour sur fonds propres. À cela s'ajoutent un niveau d'endettement maîtrisé, une croissance des bénéfices relativement stable et une gouvernance rigoureuse. C'est précisément dans ce type d'entreprises que nous souhaitons investir, avec l'ambition de nous positionner comme de véritables copropriétaires sur le long terme.

Ensuite, nous nous intéressons aux écarts entre la valeur réelle d'une entreprise et sa valorisation en Bourse. Lorsqu'il existe un décalage entre ce que nous estimons être sa valeur intrinsèque et son prix de marché, cela crée une opportunité. Dans

ce cas, nous privilégions une approche patiente, en investissant sur la durée.

Cette analyse repose en grande partie sur la profitabilité de l'entreprise. En théorie, le prix d'une action doit refléter la valeur actuelle de l'ensemble des profits futurs qu'une entreprise peut générer. Nous examinons donc ses performances passées, la solidité de son modèle économique, ainsi que la durabilité de ses résultats. Toutefois, pour affiner notre évaluation, nous nous concentrons ensuite sur les flux de trésorerie, qui constituent une mesure plus tangible de la valeur créée. Ces flux sont ensuite actualisés à un taux prudent, ce qui nous permet d'obtenir une estimation de la valeur intrinsèque. Nous la comparons alors au prix de marché pour guider nos décisions.

Enfin, nous portons une attention particulière au rendement des fonds propres. Il existe en effet un lien étroit entre la capacité d'une entreprise à générer des profits à partir de ses capitaux et l'évolution de son cours de Bourse.

Que nous enseigne l'histoire sur l'efficacité de votre méthodologie ?

Oliver Müller : Concrètement, nous commençons par filtrer le marché actions afin d'isoler des entreprises de grande qualité, portées par une gestion à la fois rigoureuse et réactive. Cette démarche, au fil du temps, a été structurée puis systématisée, notamment grâce à une approche plus quantitative, ce qui nous permet d'appliquer nos critères avec davantage de constance.

Dans ce cadre, les résultats parlent d'eux-mêmes. Depuis 2012, la stratégie a généré un rendement annuel moyen supérieur à 15 % en dollars américains. En parallèle, si l'on regarde l'indice boursier mondial, celui-ci se situe plutôt autour de 11 % sur la même période. L'écart est donc réel, et il s'inscrit dans la durée.

Mais au-delà de la performance pure, il faut aussi considérer la manière dont elle est obtenue. En effet, nos rendements s'accompagnent d'un niveau de risque plus faible et d'une volatilité plus contenue. Autrement dit, la stratégie ne se contente pas de surperformer le marché ; elle le fait avec davantage de régularité.

[EN COUVERTURE]

Cela se vérifie particulièrement dans les phases de repli. Sur la période observée, le marché actions mondial a enregistré une baisse maximale de 33 %. De notre côté, le recul s'est limité à 27 %. Cette différence, même si elle peut sembler modeste à première vue, illustre néanmoins une meilleure résistance aux chocs, tout en maintenant une trajectoire de performance globalement supérieure.

Pouvez-vous nous expliquer votre stratégie en matière de «stock picking» ?

Oliver Müller : À ce niveau, impossible d'improviser, tout repose sur un processus structuré. On commence par un univers très large, généralement un indice mondial qui regroupe des entreprises de taille moyenne à grande, présentes aussi bien dans les marchés développés que dans les marchés émergents. Cet ensemble représente environ 2 500 valeurs.

Ensuite, on opère un premier tri, assez net. Nous ne retenons que les grandes capitalisations, avec un seuil minimum fixé à 25 milliards de dollars. Cela permet déjà de concentrer l'analyse sur des entreprises solides et bien établies. À partir de là, nous passons à une deuxième étape, en appliquant des critères financiers précis. L'objectif est clair : privilégier des sociétés rentables, capables de générer un bon retour sur capital, tout en maintenant un niveau d'endettement raisonnable. Autrement dit, nous filtrons le marché pour ne conserver que les profils les plus robustes.

Mais le travail ne s'arrête pas là. Nous intégrons ensuite une dimension essentielle, celle de la durabilité. Certains secteurs sont d'emblée écartés, car ils ne correspondent pas à notre philosophie d'investissement. En parallèle, nous nous concentrons sur les entreprises les mieux positionnées en matière de critères ESG, ce qui revient à sélectionner la moitié supérieure de cet univers.

Progressivement, le périmètre se resserre. Des 2 500 titres de départ, il ne reste plus qu'environ 130 entreprises. C'est à ce moment que l'analyse devient encore plus fine. Nous cherchons alors à repérer celles pour lesquelles il existe un écart entre le prix de marché et la va-



«LE PRIX D'UNE ACTION DOIT REFLÉTER LA VALEUR ACTUELLE DE L'ENSEMBLE DES PROFITS FUTURS QU'UNE ENTREPRISE PEUT GÉNÉRER» - OLIVER MÜLLER

leur intrinsèque de l'entreprise. En d'autres termes, nous identifions les opportunités là où le marché sous-évalue le potentiel réel.

Au terme de ce processus rigoureux, nous aboutissons à une sélection très concentrée, d'environ 25 titres.

Dans sa stratégie d'allocation d'actifs, Accresco Investment Management investit principalement en devises étrangères. Pourquoi ?

Oliver Müller : Avant tout, cela permet de protéger l'investisseur local contre la dépréciation de la roupie. Mais ce n'est pas le seul facteur. Lorsqu'on observe le marché boursier mauricien, on constate qu'il reste relativement étroit, avec une quarantaine de titres sur le marché officiel, et surtout très concentré, notamment dans certains secteurs tels que l'hôtellerie, la finance et le secteur sucrier. Dans ces conditions, les perspectives

de rendement offertes localement demeurent limitées, ce qui justifie une ouverture globale.

Pourquoi le marché boursier mauricien est-il en sous-performance depuis sa création ?

Bhavik Desai : Si l'on remonte dans le temps, le marché local a connu une phase particulièrement dynamique autour de 2006. À cette époque, une nouvelle ère s'ouvrait, portée notamment par une forte participation d'investisseurs étrangers, ce qui a entraîné une nette progression des cours. Cependant, après la crise financière, cet élan s'est progressivement essoufflé. Dès lors, le SEMDEX évolue sans réelle tendance, restant globalement stable depuis une quinzaine d'années. Dans ce contexte, la nécessité de diversification devient évidente.

Cette sous-performance s'explique aussi par des facteurs structurels. En effet, des secteurs historiques comme le sucre

ou l'hôtellerie ont déjà connu leur période de forte croissance, et offrent aujourd'hui des perspectives moins attractives que dans le passé. Par ailleurs, peu de nouveaux secteurs sont venus prendre le relais en Bourse, ce qui limite le choix. Les entreprises mieux performantes ont été celles qui, bien qu'implantées à Maurice, génèrent une part importante de leurs profits à l'étranger.

Oliver Müller : En réalité, le prix des actions repose sur un principe simple : l'équilibre entre l'offre et la demande. Or, aujourd'hui, cet équilibre est fragilisé par l'absence d'un acheteur marginal capable de dynamiser le marché. D'un côté, les investisseurs locaux sont déjà largement exposés ; de l'autre, les investisseurs internationaux, qui avaient soutenu le marché auparavant, s'en sont majoritairement retirés et ne montrent pas de signes de retour. Cela se traduit directement par un manque de liquidité.

Par ailleurs, la dépréciation de la roupie constitue un autre frein. Pour un investisseur international, il ne suffit pas de générer un rendement : il faut également compenser la perte liée au taux de change. Les attentes en matière de performance deviennent donc plus élevées, d'autant plus que des opportunités potentiellement plus attractives existent ailleurs dans le monde.

Bhavik Desai : Cela étant dit, certaines entreprises restent solides et bien gérées. Néanmoins, leur croissance attendue se situe généralement entre 4 % et 5 % par an. Dès lors, un décalage important apparaît entre les opportunités offertes localement et celles disponibles à l'international, ce qui contribue à expliquer le manque d'attractivité du marché.

La question de la liquidité est cruciale pour les investisseurs. Vos solutions sont-elles liquides et combien de temps faut-il pour traiter une demande de rachat ?

Oliver Müller : Oui, et c'est même un point central dans notre approche. Tous nos investissements sont hautement liquides. Cela s'explique simplement : nous nous positionnons essentiellement sur des entreprises internationales de grande capitalisation, actives sur des marchés profonds et très dynamiques.



«DEPUIS 2012, LA STRATÉGIE A GÉNÉRÉ UN RENDEMENT ANNUEL MOYEN SUPÉRIEUR À 15 % EN DOLLARS AMÉRICAINS»

- OLIVER MÜLLER

Dès lors, il devient facile de dégager des liquidités sans déséquilibrer les portefeuilles. En pratique, une demande de rachat est traitée rapidement, généralement en moins d'une semaine.

Existe-t-il une demande pour l'investissement en cryptomonnaies ? Quelle part représentent-elles dans votre allocation d'actifs ?

Oliver Müller : Avant toute chose, il faut clarifier un point : les cryptomonnaies ne correspondent pas, à strictement parler, à un investissement. Un investissement repose sur un actif capable de générer des flux de trésorerie sur le long terme. Or, dans le cas des crypto-actifs, la logique est différente puisqu'elle dépend essentiellement du prix que quelqu'un sera prêt à payer à l'avenir. On est donc davantage dans une dynamique spéculative que dans une véritable logique d'investissement. Pour mieux comprendre, on peut faire un parallèle avec l'or. Au cours des 12 derniers mois, son prix a progressé de ~50 %, ce qui a suscité beaucoup d'enthousiasme, certains étant convaincus que cette hausse allait se prolonger. Pourtant, si l'on prend du recul, sa performance moyenne sur le long terme se situe autour de 5 %. La mécanique observée sur les cryptomonnaies s'en rapproche.

Dans ce contexte, Accresco ne les recommande pas activement. Toutefois, lorsque les clients souhaitent s'y exposer, nous les accompagnons, tout en veillant à ce que cette allocation reste limitée dans l'ensemble du portefeuille.

Concrètement, une exposition d'environ 2,5 % au bitcoin peut contribuer à améliorer le rendement global sur le long terme. En revanche, à mesure que cette proportion augmente, le niveau de volatilité s'accroît, et avec lui, le risque.

Accresco a lancé un nouveau produit d'investissement destiné aux jeunes professionnels. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Oliver Müller : Il nous a semblé essentiel de proposer une solution d'investissement plus accessible. C'est précisément dans cette logique que nous avons conçu une nouvelle gamme dédiée aux jeunes professionnels.

Dans cette optique, nous avons structuré plusieurs modules d'investissement couvrant les principales classes d'actifs. Plus concrètement, nous proposons six modules en actions, auxquels s'ajoutent cinq modules en produits à revenu fixe et quatre en investissements alternatifs. L'ensemble repose majoritairement sur des ETF, afin de garantir à la fois diversification et accessibilité.

Parallèlement, pour la composante actions, nous avons développé notre propre véhicule d'investissement. Il s'agit en réalité d'une adaptation de notre stratégie cœur, celle qui a généré des rendements de l'ordre de 15 %. Nous l'avons traduite en un certificat activement géré, conçu pour répliquer ce panier de stratégies. Dans ce cadre, nous nous sommes associés à une société suisse de gestion d'actifs, Lapis Asset Management.

Bhavik Desai : L'objectif est clair : permettre aux jeunes professionnels d'entamer leur parcours d'investissement dans de bonnes conditions. Concrètement, ils peuvent construire un portefeuille cohérent et diversifié, en fonction de leur profil de risque et de leurs objectifs. Ce portefeuille peut intégrer, selon leurs préférences, des actions, des obligations ainsi que des actifs alternatifs. Cette approche, que nous avons baptisée *smart modular portfolio*, offre une grande flexibilité.

D'ailleurs, grâce à cette structure modulaire, nous sommes en mesure de proposer plus de 37 000 combinaisons de portefeuilles. Cette diversité permet d'ajuster finement chaque allocation.

«LES CRYPTOMONNAIES NE CORRESPONDENT PAS, À STRICTEMENT PARLER, À UN INVESTISSEMENT» - OLIVER MÜLLER

Aujourd'hui, nous accompagnons déjà plus de 50 clients. Et, avec le temps, à mesure que leurs investissements évoluent, ils peuvent naturellement basculer vers des mandats de gestion plus classiques.

Enfin, il est important de souligner que notre politique tarifaire pour ce produit se veut compétitive. Nous avons fait le choix de proposer des frais de gestion plus accessibles que ceux généralement pratiqués sur le marché.

L'investissement est une science. Les investisseurs doivent se concentrer sur le long terme, et la patience est essentielle. Comment sensibilisez-vous vos clients à ces grands principes ?

Oliver Müller : En réalité, l'investissement ne se limite pas à une simple science, c'est aussi un art. Certes, l'analyse de données constitue une base essentielle, mais elle ne suffit pas, à elle seule, à garantir le succès d'une stratégie. C'est précisément là qu'intervient la dimension artistique. Il s'agit de savoir interpréter ces données pour en tirer des idées d'investissement pertinentes et cohérentes.

Cela implique, en pratique, de s'appuyer sur l'expérience, sur des processus rigoureux, mais aussi sur une compréhension fine de la finance comportementale et de la psychologie des investisseurs. Il est également crucial d'identifier les différents facteurs susceptibles d'influencer un portefeuille, afin d'anticiper les réactions du marché.

Dans ce contexte, la patience joue un rôle déterminant. Il est essentiel de rester fidèle à sa stratégie et à son processus, même lorsque les marchés évoluent de manière défavorable. Les cycles boursiers et les fluctuations font partie intégrante de l'investissement. Pourtant, lorsque la volatilité s'accroît, de nombreux investisseurs cèdent à la panique et vendent leurs positions. C'est une erreur fréquente : ils sortent au mauvais moment, souvent à des

niveaux défavorables, et passent ensuite à côté du rebond.

Afin d'éduquer les investisseurs, Accresco Investment Management organisera le 28 mai une master class intitulée «The Genius of Warren Buffett», animée par Robert Miles. Que pourront en retirer les participants ?

Oliver Müller : Nous adhérons pleinement aux principes d'investissement défendus par Warren Buffett. Avec le temps, ces principes ont démontré leur capacité à créer de la valeur et à accompagner durablement les investisseurs dans leur parcours.

À travers cette master class, notre ambition est justement de rendre cet ensemble de connaissances plus accessible. Les participants auront ainsi l'opportunité de mieux comprendre les qualités essentielles qui définissent un bon investisseur, au-delà des seuls aspects techniques, en intégrant notamment la discipline, la vision à long terme et l'état d'esprit nécessaire pour naviguer sur les marchés.

Cette master class, animée par Robert P. Miles, représente, par ailleurs, une opportunité éducative véritablement unique pour la communauté d'investissement mauricienne. Nous sommes particulièrement fiers qu'Accresco puisse accueillir ce programme sur l'île, pour ce qui constitue une première sur le continent africain. En effet, Robert Miles a déjà dispensé ce cours en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Asie, mais jamais encore en Afrique.

Son enseignement a touché des dirigeants et des investisseurs issus de plus de 55 pays, et il a eu l'occasion de présenter dans des lieux aussi prestigieux que le Carnegie Hall à New York. Nous sommes convaincus que le public mauricien trouvera dans cette master class une expérience à la fois enrichissante sur le plan intellectuel et transformatrice sur le plan pratique.

Les places étant limitées, nous encourageons les investisseurs intéressés à s'inscrire sans tarder.

